

76

Lucia Sagradini



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/variations/101>

DOI : 10.4000/variations.101

ISSN : 1968-3960

Éditeur

Les amis de Variations

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2011

Référence électronique

Lucia Sagradini, « 76 », *Variations* [En ligne], 15 | 2011, mis en ligne le 01 février 2012, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/variations/101> ; DOI : 10.4000/variations.101

La Haine. À l'encontre de qui ? Ici, la question sera de savoir *contre qui* la haine s'est manifestée en Argentine, à partir de 1976. Avec la volonté d'échapper au retour minutieux sur les faits historiques, mais sans réussir tout à fait à s'en extraire, il s'agit de reformuler ce contre quoi la haine s'est exercée dans la violence et le terrorisme d'Etat qui provoquèrent la disparition de 30 000 personnes. Contre un puissant et indestructible désir.

24 mars 1976

Le 24 Mars 1976, une nouvelle Junte militaire prend le pouvoir. Ses membres sont en réalité les commandants en chef du précédent gouvernement, ainsi du général Jorge Rafael Videla de l'Armée de Terre, de l'amiral Emilio Eduardo Massera, et du brigadier Orlando Ramon Agosti de l'armée de l'Air. Ce coup d'Etat signe donc la mainmise d'une fraction du gouvernement précédent, mis en place par Isabel Péron, et qui évince l'autre camp. Pour arrêter le fonctionnement constitutionnel de l'Etat, ils décrètent alors, dans un document intitulé *Proceso de Reorganizacion Nacional* (Processus de Réorganisation nationale) de « *restituer les valeurs qui servent de fondement à la conduite de l'état, amplifiant le sens moral, les convenances et l'efficience indispensables pour reconstruire le contenu et l'image de la Nation, éradiquer la subversion et promouvoir le développement économique de la vie nationale basé sur l'équilibre et la participation responsable des différents secteurs, afin d'assurer l'instauration futur d'une démocratie républicaine, représentative et fédérale, en adéquation à la réalité et aux exigences de*

*solution et de progrès du peuple argentin »*¹.

En conséquence, dès la prise de pouvoir par la Junte, les héritages nationalistes sont actualisés. Il y est ainsi énoncé la raison d'être de la prise de pouvoir militaire : « permettre que la nation survive », en jugulant la subversion. Cela s'accompagne de la restauration des valeurs traditionnelles, du rétablissement de l'ordre moral afin de pouvoir reconstruire les contenus et l'image de la nation, pensées par la Junte comme le moyen d'assurer une adhésion sociale massive. Enfin, il s'agit de favoriser le développement économique, l'objectif annoncé étant que le pouvoir militaire remettrait en ordre une société en voie de désagrégation, afin de permettre, dans un horizon plus ou moins lointain, la restauration d'un régime républicain. Ce projet véhicule de fortes réminiscences de celui de 1966 du Général Onganía. D'un régime militaire à l'autre, il n'existe pas véritablement de rupture radicale de contenu, mais il intervient un changement qualitatif : le recours au terrorisme d'Etat.

La répression va s'abattre aussi bien sur le monde du travail que sur la sphère politique et l'ensemble de la culture. C'est ainsi qu'est décidée la suspension de toute activité politique ou syndicale, la censure est systématique ainsi que les menaces de mort. Le droit de grève, les droits syndicaux sont supprimés, et de nombreux syndicalistes sont arrêtés. Les salariés sont non seulement licenciés des entreprises, mais aussi arrêtés en raison de leurs activités repérées à travers de *listes noires*, établies bien avant le coup d'Etat.

La loi de *Prescindibilidad* fut décrétée pour changer le personnel de l'administration publique et celui de toutes les entreprises d'Etat. De nombreuses institutions ou organisations politiques, culturelles et étudiantes, considérées comme de « tendance marxiste », furent dissoutes. Les partis politiques d'extrême gauche, affilié à la tendance révolutionnaire et péroniste furent interdits. Le 23 juin, un Acte de Responsabilité Institutionnelle décrète la perte des droits politiques

¹ Oscar Troncoso, *El Proceso de Reorganizacion Nacional/ I*, 1984, Buenos Aires, p.13, nous traduisons.

et syndicaux, mais aussi l'interdiction de l'exercice de responsabilités publiques pour un nombre important de personnalités politiques et syndicales ainsi que la prison et l'impossibilité de disposer de leurs biens. La peine de mort est réintroduite dans le Code Pénal. Les menaces de mort proférées dans les tracts ou les discours officiels avertissent clairement du danger encouru de rester dans le pays. Elles déclenchent ainsi la deuxième grande vague d'exil, notamment chez les acteurs du domaine culturel¹.

L'arbitraire et la pratique généralisée de la violence, réintroduits par la Junte, vont caractériser cette période, où l'on assiste à une modification des règles et des lois constitutionnelles antérieures. La remise en ordre s'opère donc par la déconstruction du cadre juridico-légal, la réforme des institutions par leur transformation et le renouvellement du personnel dirigeant. La Junte militaire se dote ainsi des *potentats* (prérogatives) en énonçant de nouvelles lois qui, sous le terme de « actes institutionnels », confèrent à l'usage de la violence par l'Etat militaire une prétendue légitimité. Toutes ces mesures de la Junte militaire sont prises pour soustraire les militaires à toute forme de résistance interne ou bureaucratique dans leur lutte contre la « subversion ». De plus, l'épuration du système judiciaire et la destruction du cadre juridique constitutionnel soumettent la justice à l'Etat militaire. La multiplication des juridictions d'exception, dans le cadre de la lutte contre la subversion, permet à la Junte de transformer la Justice en bureau d'enregistrement du pouvoir central, celui des Forces Armées. Il s'agit donc d'une manipulation destinée à servir les propres intérêts de la Junte. Cette « lutte contre la subversion » menée par un régime militaire, qui a réussi à accaparer tous les pouvoirs, prend alors la forme d'un véritable terrorisme d'Etat². *« Par ailleurs, la répression était décentralisée et compartimentée de fait et de droit. Des zones d'opérations étaient établies en vue d'être quadrillées, à la recherche d'informations, et en usant la méthode de l'interrogatoire sous la torture de suspects, en exerçant*

¹ Les tensions et la répression entre 1968-69 et 1976 ont, elles aussi, provoqué des vagues d'exil, mais la violence de plus en plus prégnante dans la société crée des intensités dans l'émigration de plus en plus grandes.

² Enrique Groisman, « El Proceso de Reorganización Nacional y el sistema jurídico » in Oscar Oszlak, comp., *Proceso, Crisis y transición democrática/ I*, Buenos Aires, 1984, p.62.

*des représailles contre les familles entières et en exécutant aux prisonniers »*¹.

C'est ainsi que les responsables militaires, qui se sont partagé les responsabilités, vont agir, chacun dans sa zone d'influence, avec pour objectif l'élimination des groupes oppositionnels. Leurs méthodes vont de l'interrogatoire, à la torture et à l'intimidation des familles et des proches voire à l'exécution de prisonniers et à la disparition des personnes. La Junte militaire cherche à éradiquer toute opposition, *la guerre* aux subversifs est déclarée.

Malgré la force rhétorique que comporte l'idée de *coup d'Etat*, il faut souligner ici que le 24 Mars 1976, c'est une Maison Rose (*Casa Rosada*, siège du gouvernement) vide qui est prise d'assaut par les Forces Armées. Les militaires ont alors décidé de l'issue à donner à la crise politique qui frappe le pays ; l'option électorale était écartée, le général Videla peut désormais écarter les faire semblants politiques et rendre manifeste la violence d'Etat comme seul *modus operandi*. C'est ce temps qu'il est important de dégager et de considérer : lorsque Péron meurt, les militaires ont déjà le pouvoir. Le coup d'Etat de 76 est une attaque décisive, mais elle a lieu au moment où tout est déjà joué. Ils avaient déjà « débordé » Péron et sa gouvernance². C'est la prise d'un pouvoir qu'ils ont déjà ; il s'agit surtout d'officialiser une situation et d'accélérer l'intensification de l'usage du terrorisme d'Etat. Car les formes de répression, elles-aussi, étaient déjà en place, et c'est près de 600 disparus qu'il y a avant même le coup d'Etat³.

Terreur et disparition

La particularité de cette terreur est que les individus, pris dans cet engrenage, ne sont pas

¹ Mario Rapoport, *Historia economica, politica y social de la Argentina*, ed. Macchi, 2003, p. 741, nous traduisons.

² Ce coup d'Etat est, par ailleurs, soutenu par les USA. En effet, les Nord-Américains voient dans ce futur gouvernement une assise favorable à la politique économique des USA et ils lui accordent leur soutien bien que sachant déjà que le régime autoritaire de la Junte sera extrêmement sanglant. Voir sur cette question Alberto Amato, Maria Seoane, et Vicente Muliero, « los papeles secretos de la embajada. Anatomia de un golpe » in *Clarín*, segunda seccion, 22 de Marzo 1998, Buenos Aires.

³ *Nunca Mas*, Informe de la Comision Nacional sobre la Desaparicion de las Personas, 1985, Buenos Aires, p.16.

toujours des membres actifs de l'opposition ; il s'agit parfois de citoyens ayant simplement des liens affectifs ou des sympathies idéologiques, et qui sont malgré eux confondus avec cette prétendue subversion. Les militaires ont l'habitude de désigner un ennemi interne à la société « nationale ». Un « *parmi nous* » fait de tout un chacun un opposant, un suspect potentiel, ce qui explique le sentiment de culpabilité et de peur qui s'empare alors de la plupart des citoyens. Ce procédé permet de caractériser le régime de la Junte militaire comme un régime de terreur, arbitraire, essentiellement violent et menaçant pour l'ensemble des citoyens. Mais, il relève aussi combien un régime de terreur est lui-même profondément marqué par l'aspect menaçant de la société à son encontre¹.

Les suspects sont appréhendés sur leur lieu de travail ou à leur domicile, pour être ensuite conduits dans des lieux de détention. Un certain nombre de ces lieux de détention sont clandestins comme *La Perla* ou *El Olimpo* ; d'autres se situent dans l'enceinte des bâtiments militaires, à l'école de Mécanique de la Marine par exemple, mais leur véritable usage est alors tenu secret². Cette pratique de la captivité clandestine, en usage sous la Junte militaire entre 1976 et 1983, tire sa force de l'usage du secret. Le secret permet aux autorités de laisser les requêtes juridiques ou humanitaires sans réponse et les exonère du moindre contrôle sur leurs actions. Le détenu *disparaît* au propre comme au figuré, il n'a plus de « visibilité sociale », il entre dans une zone sombre de non-droit, puisque les autorités peuvent prétendre ne pas avoir connaissance du lieu d'enfermement. La catégorie de *détenu-disparu* apparaît alors dans le contre-coup de la répression. En parallèle, cette méthode répressive comporte deux autres types de répercussions : d'abord, menacer les familles et les proches des détenus-disparus qui décideraient de déposer des plaintes en *habeas corpus* ; ensuite la diffusion de la peur à travers toute la société³. En effet, la forme de répression qu'est la disparition ne laisse plus trace de l'individu qui semble alors avoir été englouti.

¹ Hannah Arendt, *Le système totalitaire, Les origines du totalitarisme*, Paris, Essais, Seuil, 1972, p. 152.

² Nunca Mas, *op. cit.*, p.78-145.

³ Nunca mas, *op. cit.*, pp. 332-341, et pp. 400-408.

L'exercice du pouvoir par les responsables militaires révèle aussi une absence de centralisation, chacun est libre de faire usage de la répression à sa guise et selon son appréciation, ce qui explique l'inégalité et les disparités de la terreur d'Etat, observées dans les différentes provinces argentines. Cet appareil répressif fonctionne grâce à la collaboration des forces de sécurité et des services d'information de l'Etat, qui sont autonomes, ainsi qu'avec la participation des polices provinciales et fédérales. Il est aussi l'occasion de fréquentes rivalités entre les différentes Forces Armées et leurs responsables. Enfin, les groupes para-policiers, liés à l'extrême-droite, mènent de manière autonome leur propre action terroriste, et « *comme l'indique le Ministre des Relations extérieures, elles sont considérées comme des « anticorps », c'est-à-dire, comme des mécanismes spontanés d'autodéfense du corps social* »¹.

Dans le même temps, le régime militaire se garde bien d'afficher son véritable visage au monde extérieur. L'usage du secret et la volonté de montrer un « *visage de la normalité et du bon sens* » concourent à fausser l'image envoyée vers l'extérieur². La coupe du monde de football de 1978, organisée en Argentine, est en partie voulue dans ce sens et les relations avec les USA sont sous le seau de la complicité. En effet, bien qu'ils connaissent dès 1975 la véritable nature du gouvernement militaire, les USA décident, *via* leur ambassadeur, de soutenir un coup d'Etat qui permet l'instauration d'une économie libérale favorable aux échanges nord-américains. Ce visage apparent sert aussi à fractionner la société et à favoriser l'ignorance rassurante d'une part des individus qui se replient sur la sphère privée et ne cherchent pas à savoir ce qui est en train d'arriver.

La dénonciation du système de détention qu'en firent quelques ex-détenus, ou des

¹ Rapoport, *op. cit.*, p. 741, nous traduisons.

² Arendt, *op. cit.*, p. 191.

organismes de droits de l'homme dès 1976 bat en brèche cette représentation fausse que l'Etat cherche à donner de lui-même, et alerte la population sur l'existence des camps de détention et sur la torture. *Amnesty internationale* réalise son premier rapport sur la situation des libertés en Argentine. En 1977, l'élection du président James Carter va modifier la position des USA, le soutien militaire à la Junte sera réduit et des sanctions économiques seront appliquées. La volonté des militaires argentins de se démarquer du bloc soviétique inaugure un changement notable de la politique extérieure. Le régime de la Junte impute la pression internationale à son encontre à une diffamation marxiste¹.

Dès avril 1977, une grande manifestation de protestation concernant les « *disparus* » est organisée à l'initiative d'un groupe de femmes, les Mères de la Place de Mai, *Madres de la Plaza de Mayo*, qui demandent l'apparition, *con vida* (avec vie), de leurs enfants. Devant l'interdiction de manifester, elles décident de se réunir tous les jeudis et de tourner en rond sur la *Plaza de Mayo* en signe de protestation. Grâce à elles, l'opposition et la dénonciation du régime acquièrent à la fois une médiatisation et une reconnaissance internationale. En octobre de la même année l'organisation des « *Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Politicas* » apparaît au grand jour en lançant une pétition à propos des disparus et réclamant la liberté pour les prisonniers politiques et syndicaux. La Junte tente d'interdire ces actions tout en considérant l'opinion internationale comme une ingérence dans la gestion interne du pays. Pourtant à l'occasion d'un voyage aux Etats-Unis, Videla interrogé à la télévision reconnaît partiellement la responsabilité de son gouvernement au sujet des disparitions, qu'il qualifie d'« excès commis durant la répression ». Pour citer Tocqueville, « si le pouvoir judiciaire se redresse c'est que le pouvoir politique s'affaisse ».

¹ Rapoport, *op. cit.*, p. 745.

La capture de l'espace politique

L'un des apports de Claude Lefort est de montrer comment dans le système totalitaire se manifeste la volonté de « refaire du corps », qui est en opposition avec la démocratie qui, elle, surgit d'une « désincorporation » du social¹. Ainsi Lefort signale-t-il un caractère nouveau du totalitarisme, cette formation sur l'image du « peuple-un », et qui se noue au fait que les individus combattent dès lors pour leur servitude². La Junte militaire, quant à elle, soumet les individus, mais ne propose pas une *idéologie radicale* qui viendrait offrir une solution de remise en lien social et grâce à laquelle les individus trouveraient un moyen de s'incorporer au nouvel ordre. Les militaires et le corps de l'armée se vivent comme les gardiens de l'ordre, ils sont seulement, et c'est déjà bien assez, les geôliers de la société et de l'individu. Cet aspect contient sans doute une différence frappante avec le régime autoritaire de la Junte militaire. Alors que le nazisme et le stalinisme cherchent à susciter l'adhésion du plus grand nombre et soumettent les individus à un autre mode de mise en relation collectif par « l'être rivé³ » et non par le lien démocratique, « l'intervalle entre les êtres » nécessaire à l'existence de la sphère démocratique. Comme le travail conceptuel de Claude Lefort l'a mis en évidence la domination totalitaire est fondée sur la domination du corps et sur la destruction de l'espace entre les individus. Le système totalitaire, pour Claude Lefort, est constitué par le déni de la division sociale et celui du caractère conflictuel qui habite la société, au profit d'une représentation sociale fusionnelle qui se donne comme une image harmonieuse du social⁴. Dans cette projection de lui-même faite par le système totalitaire, il y a alors une action profonde de dépolitisation de la société, car sans conflits, sans différence sociale, il s'agit par cette construction idéologique de nier la nécessité et la vivacité de la politique : la société des individus trouve dans la

¹ Voir ici, Miguel Abensour, « Réflexion sur les deux interprétations du totalitarisme chez Lefort », *op. cit.*.

² Claude Lefort, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981, p.101.

³ Cette notion élaborée par Emmanuel Levinas, dans *Quelques réflexions sur la philosophie de l'hitlérisme*, est entrecroisée à la compréhension de Claude Lefort du totalitarisme par Miguel Abensour dans sa post-face *Le mal élémental*.

⁴ Lefort, *op. cit.*

fusion une satisfaction illusoire de vivre en situation d'égalité¹. Les grands rassemblements et les fêtes collectives qui rythment le temps du pouvoir totalitaire signalent cette visibilité mensongère d'une fausse égalité grâce à laquelle le pouvoir se confirme à lui-même comme au groupe.

La Junte militaire, quant à elle, cherche à provoquer la peur afin de pousser les individus à l'intériorisation et au repli. Les militaires pensent et veulent être l'instrument de la restauration d'une cohésion sociale, mais cette cohésion se fait par l'affirmation de la différence sociale et de sa hiérarchie. Elle ne cherche pas à nier cette division sociale, mais bien plutôt à y soumettre les individus. Le régime de la Junte détruit sans doute l'espace public et cherche à soumettre les individus, mais les militaires craignent les masses et leurs enthousiasmes, car ils ne construisent pas leur régime sur un projet fusionnel du social qui donnerait l'illusion d'un « peuple-un »². Au contraire ils les craignent, car ils savent d'expérience, qu'en elles, existe un élément réformateur et transformateur, difficilement maîtrisable. C'est pourquoi loin de chercher la mobilisation de la population, les militaires, au contraire, cherchent à la réduire et notamment par la manipulation. *« L'objectif était, pour reprendre l'expression de Philippe Schmitter d' « occuper l'espace politique »³».*

C'est pourquoi tout le cheminement des coups d'Etat en Argentine se fait dans la tentative de venir entraver la transformation sociale vers une société plus égalitaire qui se manifeste dans les luttes sociales. Les militaires se sentent donc investis de cette mission face à la gauche révolutionnaire des années soixante, soixante-dix, mais aussi contre les mouvements ouvriers depuis les années trente, et même contre le mouvement populaire, qui a soutenu la prise de pouvoir du colonel Peron, celui-là même qui instaure à son tour un régime autoritaire et populiste.

¹ Martin Breaugh, « Critique de la domination, pensée de l'émancipation », in *Politique et société*, vol. 22, n°3, 2003.

² Lefort, *op. cit.*.

³ Juan Linz, *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Armand Collin, 2006, p.188.

La mentalité du régime : antimarxisme, anticommunisme, antisémitisme

Dans ce dessein, les militaires occupent l'espace politique en vue de le restaurer à leur guise, le temps qui leur semblera nécessaire à cette « conservation ». D'ailleurs, la volonté d'éradiquer le communisme de la société est une nécessité pour l'armée : il est en effet perçu comme un élément destructeur du social puisqu'il attise les revendications et les luttes entre les différents groupes sociaux. Les militaires souhaitent donc « extirper » de la nation ce « mauvais élément » qui vient mettre en danger et menacer la structure sociale au profit d'un « chaos », au sens où le « communisme » comme les autres courants de gauche sont compris par l'Armée comme des facteurs qui menacent *l'ordre établi*. De plus, la représentation hiérarchique de la société, inspirée de l'organisation disciplinée de l'armée, est ainsi mise en péril par les aspirations sociales d'égalité et d'horizontalité d'un projet de société sans classes, très vivace dans les courants d'opposition et de contestation aussi bien que dans ceux de la lutte armée.

C'est dans cette faille que s'engouffrent toutes les assimilations faites par la Junte et par le corps de l'armée, d'un danger venant de « gauche », des « rouges », des « judéo-bolcheviks », de l'« étranger ». Il faut souligner combien les courants anti-sémites sont très importants dans le corps de l'Armée qui associe activement les figures du « communiste » et du « juif » comme le danger principal pour la société. Mais cette faille est aussi la limite du régime autoritaire : il n'est pas construit sur une idéologie puissante qui viendrait offrir une solution à la question du social. Le régime de la Junte ne s'accompagne pas d'un tel contenu intellectuel, il est plutôt agité par des impressions, des attitudes, d'une « mentalité »¹, sans forme radicale et dirigée, dans un mouvement dynamique de re-fondation du projet social². La différence entre l'idéologie, du côté des systèmes totalitaires, et la mentalité, du côté du régime autoritaire argentin, est essentielle. Là où l'idéologie,

¹ Ainsi nommé par Linz pour permettre une plus grande différenciation, pp.161-163.

² Linz parle même de flou et de d'éparpillement du côté de la « mentalité », ainsi des « mentalités » qui accompagnent le régime autoritaire.

qui propose un autre modèle idéal de société¹, offre une vision, et aussi un aspect fortement contraignant, la mentalité ne parvient ni à drainer les foules ni à les contraindre par un appel à l'engagement. Ainsi, les individus et leurs subjectivités ne trouvent pas, dans le régime de la Junte, d'exutoire équivalent à l'idéologie mise en place dans les systèmes totalitaires. En effet, il n'y a pas dans la mentalité cette « puissance de dressage » de l'idéologie, cette action d'inculquer profondément à l'individu un dispositif qui viendra orienter et régir sa vie : il y a bien davantage le rappel de valeurs (parfois contradictoires) et le recours à la peur et à la menace. Il y a bien plus retour sur un passé et appel à la soumission. Il est d'ailleurs notable de souligner la pauvreté et la banalité du discours qui accompagne le régime autoritaire : pas d'invention de formulation, de comportement ni de nouvel espace, il n'y a que menace et tradition, et injonction d'obéissance face à la force de la répression. L'adhésion massive ne se fait pas non plus pour ces raisons, il n'existe pas de projet auquel adhérer et qui capte les masses². Nous touchons là au second point caractéristique des régimes militaires et autoritaires selon Linz : *l'apathie de la société et la faible capacité de mobilisation* du régime³. En effet, le processus mis en place dans le régime autoritaire de la Junte est tout autre que celui d'un système totalitaire. Il ne cherche en aucune façon à mobiliser les masses, au contraire la volonté de la Junte est de parvenir à neutraliser le plus grand nombre d'opposants.

Ainsi, le régime autoritaire de la Junte cherche à légitimer la prise de pouvoir en évitant de heurter le plus grand nombre, et en s'appuyant sur des valeurs génériques, comme le patriotisme, le nationalisme, l'ordre, le développement économique, les valeurs catholiques et aussi les grandes orientations données par l'impérialisme nord-américain. Le discours des militaires, sans langage idéologique fort malgré ses différents emprunts, et en dépit de l'absence d'adhésion massive, est essentiellement une proposition de gestion despotique, d'abandon de la politique et d'appui sur la

¹ Ernst Bloch, *Le principe espérance*, t. II, Gallimard, Paris, 1982, p. 52.

² Linz, *op. cit.*, p.162.

³ Linz, *op. cit.*, pp. 164-165.

violence pour parvenir à un ordre, qui est en réalité une somme de privilèges et d'intérêts particuliers. On ne trouve pas dans ce régime de proposition d'identification des masses au pouvoir, mais le pouvoir s'articule plutôt autour de la promesse d'une sortie de crise qui « soulagerait » le plus grand nombre. C'est pourquoi le régime autoritaire de la Junte, comme d'autres, a trouvé un certain soutien dans la population. Dans un premier temps, une grande partie de la population a ressenti cette incitation à l'apathie et à la dépolitisation comme un « soulagement » et a espéré trouver une manière de sortir de la crise de plus en plus dure qui traversait la société depuis les années soixante. Le régime de la Junte en tant que régime autoritaire fait l'économie de cette caractéristique de la mobilisation, qui est nécessaire autant pour la démocratie que pour le système totalitaire. En cela, et avec Linz, nous pouvons dire que le régime de la Junte, en tant que régime autoritaire, se tient bien loin aussi bien du premier type de modèle que du second. Le régime autoritaire articule donc un pluralisme limité et une faible mobilisation ; là où les systèmes totalitaires détruisent le pluralisme tout en cherchant la mobilisation et la ferveur des masses.

Il faut d'ailleurs souligner l'ambivalence de la société civile face à l'Armée. Par exemple, lorsque la situation sociale échappe à la résolution démocratique, les militaires trouvent en effet un soutien dans la société civile et surtout chez les dominants, comme dans les années soixante-dix, mais l'Armée est également requise, par exemple, pour venir briser la dynamique péroniste durant les années cinquante, à l'initiative des démocrates eux-mêmes. Le caractère « modérateur » et interventionniste de l'armée trouve ainsi une légitimation venue de l'extérieur, émanant des institutions politiques elles-mêmes, qui n'ont pas opéré de coupure démocratique radicale entre la force de coercition et l'exercice du pouvoir.

L'un des critères décisifs pour l'inscription dans la catégorie de système totalitaire est constitué par cette volonté du système de mobiliser la société dans sa totalité selon une idéologie exclusive, une démarche qui n'a jamais été entreprise par le régime de la Junte, ni par aucune des

autres dictatures militaires¹. En revanche, la Junte militaire de 1976 à 1983, comme les précédentes (dès la fin de la Seconde Guerre Mondiale), est mobilisée contre la « menace communiste ». Dans les années soixante-dix, elle va se donner pour « mission » de l'éradiquer.

Le caractère *anti-communiste* qui traverse l'armée en Argentine est de fait le ciment essentiel de sa mobilisation comme groupe, car il met d'accord les différents courants à l'intérieur de cette institution pour consolider un état fort capable de résister aux menaces venues de la « subversion ». L'armée se donne à elle-même la représentation d'un acteur politique venant lutter en lieu et place des institutions civiles avec le but d'empêcher leur « disparition » (ou leur transformation). La Guerre Froide et les USA participent à renforcer ce climat intérieur de danger et de suspicion auquel il deviendra légitime pour l'armée de répondre par la terreur. Dans le même temps, l'expérience de Cuba ou de Mai 68 ainsi que les changements survenus au sortir de la Seconde Guerre mondiale ont participé à créer des courants de revendications et de contestation majeurs en Argentine, alors qu'en parallèle le découpage idéologique du monde et l'apparition de la lutte armée ont aussi renforcé cette posture anti-révolutionnaire et anti-communiste de l'Armée. Ces expériences sont ainsi vécues comme des menaces auxquelles l'armée se doit de faire face. On assiste alors à un passage qualitatif de la place de l'armée dans le champ politique, car dans les années trente à soixante, cette occupation comportait une volonté « modératrice » de l'Armée qui se percevait comme élément régulateur du social. Dans les années soixante-dix, l'Armée est désormais sur le pied de guerre. Une guerre contre la subversion désormais tournée vers l'intérieur du pays. Il y a en effet une transformation dans la « mentalité » des militaires entre les années soixante et soixante-dix. Désormais, la compréhension de la « guerre » se modifie sous l'influence des armées des USA et de la France, qui introduisent une nouvelle vision de la sécurité nationale comprise dès

¹ Sur ce critère de *mobilisation totale*, voir Claude Lefort, *L'invention démocratique*, 1981, p. 101. ; sur la question de considérer l'Italie fasciste comme système totalitaire, voir Meir Michaelis, « Anmerkungen zum italienischen Totalitarismus-Begriff. Zur Kritik der Thesen H. Arendts und Renzo de Felices » in *Quellen und Forschungen aus italienischen Archiven und Bibliotheken*, vol. 62, 1982, pp.270-302.

lors comme lutte « anti-subversifs » et « anti-guérilla »¹. En parallèle, l'incapacité pour le pouvoir politique à maîtriser les conflits sociaux et à donner un débouché aux revendications participe à renforcer la légitimation de l'intervention des militaires dans la sphère politique et ruine la crédibilité de la forme démocratique pour sortir de la crise. Ainsi, dans les années soixante-dix, on assiste à l'extension du pouvoir des militaires qui s'attribuent le double rôle de lutter pour l'ordre social et pour le développement compris comme étant à l'origine de la crise politique².

Le désir à jamais inchangé de démocratie

Dans le souci de restituer une vision d'ensemble de la situation politique argentine concernant le XXe siècle, nous pouvons affirmer que l'intrusion de l'armée dans le champ politique est constituée par le refus de celle-ci devant les décisions et orientations politiques à partir des années trente. L'intrusion de l'armée dans le champ politique est donc animée par le refus des résultats démocratiques donnant une place à de nouveaux acteurs politiques et cherchant à étendre l'action politique à des groupes sociaux jusqu'alors tenus en-dehors de la sphère de décision. En effet, ce que l'armée refuse dès les années trente c'est justement le processus démocratique qui est soutenu par une aspiration sociale à plus de démocratie et plus d'égalité dans l'organisation politique. L'armée s'affirme alors comme un acteur principal dans le cadre politique, acteur dont la mission est de ruiner les avancées liées au mouvement social et à l'aspiration des couches populaires et moyennes de pouvoir intervenir et agir dans le champ politique. En effet, l'armée est ainsi l'acteur qui vient fixer les limites de la politique démocratique, qui cherche à promouvoir des réformes touchant au pouvoir ainsi qu'à l'inégalité sociale qui structure la société, et cela dès l'apparition du mouvement radical qui en 1930 se proposait de donner aux couches populaires et moyennes une place dans le champ politique. Les courants politiques de revendication et de

¹ Avec la fondation de nouvelles écoles militaires, comme la *Escola Superior de Guerra*, au Brésil, il y a un renforcement de ce courant de pensée chez les militaires, courant qui devient dominant, avec la diffusion de publications, dans les années soixante-dix. Linz, *op. cit.*, p.205.

² Linz, *op. cit.*, p. 218.

contestation, qui restent incontrôlables par l'Etat et l'Armée, sont ainsi refoulés hors de la sphère politique, par la force et de manière constante durant tout le XXe siècle. Par cette politique d'exclusion, il s'agit pour l'armée de détruire et de désactiver le mouvement ouvrier, qui avait accompagné l'apparition d'une industrie nationale (fin de la Seconde Guerre Mondiale et crise des années trente), et qui a bouleversé le découpage du pouvoir politique (propriétaires terriens et détenteurs des réseaux financiers étrangers)¹.

L'armée est ainsi l'acteur politique qui maîtrise et encadre la population sans jamais parvenir à instaurer un régime autoritaire stable. Ces poussées et ces aspirations n'ont jamais reçu de réponse de la part des militaires, mais elles n'ont jamais cessé d'éroder les régimes autoritaires mis en place. Le travail d'analyse de Guillermo O'Donnell concourt à soutenir cette interprétation, car de manière contradictoire, il rattache la relation entre le progrès économique de l'Argentine et l'apparition des autoritarismes bureaucratiques². Pour l'auteur, ces régimes cherchent à écarter les classes populaires et particulièrement celles, actives, des centres urbains qui sont la conséquence du développement économique du pays. Le fait que les militaires partagent avec les élites de l'administration et des entreprises la même vision sur la question du développement a contribué à confirmer la place politique que les militaires se sont attribuée. Cet élément se trouve d'ailleurs renforcé par les liens avec les élites des pays avancés économiquement. L'auteur, O'Donnell, insiste d'ailleurs sur la relation entre les dépendances économiques de l'Amérique latine à l'international et l'apparition des régimes autoritaires.

¹ Linz, *op. cit.*, p. 202.

² Contradictoire, car l'interprétation classique tend à penser que s'il y a progrès économique, alors il y a plus de facilité à instaurer un régime démocratique. Notamment, le Brésil et l'Argentine sont deux pays qui mêlent dans leur Histoire : modernisation et autoritarisme. Guillermo O'Donnell, *Modernization and Bureaucratic-Authoritarianism : Studies in South American Politics*, Berkeley, Institut International Studies, University of California, 1973.

Sans doute la grande différence avec l'action politique de Peron dans ses premières années (entre 1943 et 1955) se situe-t-elle à cet endroit. Le pouvoir de Peron se constitue dans une dynamique inverse de celle, traditionnelle, de l'Armée, car il s'appuie sur ce mouvement social pour asseoir et étendre son pouvoir politique¹. Alors que les militaires cherchent tout au long du siècle à écarter et à rendre inertes les classes populaires, Peron construit son pouvoir politique sur l'inclusion des couches populaires. L'axe politique de Peron réforme la situation sociale et politique, car il favorise tout à la fois l'accès des classes populaires à de meilleures conditions de vie et il s'appuie sur un renouvellement de l'oligarchie². Il trouve alors ses alliés dans les secteurs industriels en plein essor et en s'éloignant de l'oligarchie traditionnelle des grands propriétaires terriens, bien qu'en réalité, il n'ait jamais véritablement menacé la propriété³. Dans un premier temps, Peron étant issu de ses rangs, l'Armée est son alliée naturelle, séduite par le nationalisme et le projet industriel de Peron, mais en réalité la prise de pouvoir de Peron n'est pas celle de l'ensemble du corps, mais seulement celle d'une fraction qui cherche par son ascension à accroître son pouvoir⁴. En parallèle, il constitue aussi son pouvoir politique en prenant le contrôle des organisations syndicales et en éliminant les dirigeants socialistes, communistes et anarcho-syndicalistes⁵. Il réforme la sphère du travail en centralisant le pouvoir syndical dans une restructuration contrôlée par lui et mise à son service. La CGT devient son domaine personnel, auquel vient s'ajouter l'adhésion massive de travailleurs jusqu'alors non-affiliés à un syndicat et venant majoritairement des campagnes⁶. Ce régime populiste a participé aussi bien à

¹ Sur les raisons de l'arrivée au pouvoir de Peron qui profite d'une brèche dans le champ politique accaparé par une oligarchie sur le déclin et qui refuse de laisser accéder au pouvoir les classes moyennes et ouvrières, voir R. Bavager (ed) *Why Peron came to power : the Background to Peronism in Argentina*, NY, Knopf, 1968.

² Linz, *op. cit.*, p.198.

³ Ce point signale bien les contradictions du péronisme, parti dit de la « justice sociale », qui en réalité ne s'est jamais attaqué aux nantis, quoique sa base soit foncièrement d'origine prolétarienne.

⁴ Là aussi, nous retrouvons la ligne de clivage des alliés politiques de Peron, car il est soutenu par les cercles militaires d'extraction modeste qui s'opposent à leurs supérieurs et aux hauts dignitaires de l'armée. Cet élément peut aussi nous faire comprendre pourquoi la hiérarchie militaire devant son soutien populaire et ses réformes sociales prend peur et décide de lui ôter son soutien pour ensuite le bannir du pays.

⁵ Encore une fois, il nous faut souligner la différence avec les systèmes totalitaires, Peron s'en prend à des personnes, mais il n'a jamais cherché à éliminer une catégorie de personne.

⁶ Il s'agit d'individus venant des campagnes et n'ayant pas le même héritage politique et syndical que les immigrés italiens notamment qui avaient aussi construit des syndicats et des courants politiques actifs et qui ont été évincés par bien des moyens de l'espace salarial.

l'industrialisation du pays qu'à élargir la base de l'Etat en donnant accès à certains postes de pouvoir à la classe moyenne, mais il a aussi contribué à élever le niveau de vie des travailleurs urbains. Enfin, l'appui populaire de Peron a été canalisé par la syndicalisation massive des classes populaires et cet événement a été la première grande participation des classes populaires dans le champ politique. Il s'agit là sans doute d'un événement d'une grande importance historique.

Ainsi, le régime autoritaire de Peron connaît une orientation différente du régime militaire de 1976 à 1983 : il est foncièrement populiste, là où la Junte est ultra-réactionnaire. La prise de pouvoir de Peron opère une transformation des traditionnels régimes oligarchiques militaires, il passe à un « *populisme autoritaire mâtiné de composantes fascistes* »¹. Ce régime composite a eu un rayonnement dans le champ politique en se proposant comme alternative à la forme démocratique oligarchique qui était mise en échec dès les années trente. Ainsi, selon l'occupation du champ politique par l'une ou l'autre des fractions de l'armée, se dessinent des régimes autoritaires d'orientation différente². Le régime militaire de la Junte de 1976 à 1983 participe d'ailleurs à la déconstruction de ce qui était en œuvre dans le péronisme : il s'agit d'empêcher la mobilisation nationaliste initiée par Peron et qui procédait d'un d'élan anti-oligarchique. Dans le même temps, cette volonté de démobiliser de la part du régime de la Junte est aussi ce qui entraîne sa fragilité : il n'y a pas de réel support populaire au pouvoir et, de ce fait, le régime militaire de 1976 à 1983 se caractérise par son instabilité et ses incessants changements de présidents, mais déjà en action entre les années cinquante et le putsch de 1976. D'ailleurs, les militaires de la Junte de 1976 à 1983 ne parviennent pas à autre chose qu'à la répression, au renforcement des inégalités de revenus, à la faillite des entreprises publiques, la perte des institutions politiques, à l'augmentation de la pauvreté et au rejet des étudiants et des intellectuels³.

¹ Linz, *op. cit.*, p. 198.

² Sandra Mc Gee Deutsch, *Las derechas : the Extreme Right in Argentina, Brazil and Chile*, Stanford University Press, 1999.

³ Linz, *op. cit.*, p. 209.

Cependant, la force et l'impact de la gouvernance de Peron tournée sur de réelles améliorations des conditions de vie, *du mieux vivre*, persistent à marquer profondément les individus et la politique argentine bien après sa mort. Cette particularité du régime de Peron, son apport au *mieux vivre*, vient sans doute expliciter le fait que, dans les esprits d'un grand nombre d'individus, perdure le « rayonnement » de sa gouvernance. Durant sa gouvernance autoritaire, alors que la réalité était marquée par la répression et l'autoritarisme, néanmoins, Peron conserve une image favorable dans les mémoires. Car il a articulé l'action politique à cette question éthique du *bien vivre*. Cette problématique complexe, qui pèse tant sur les réflexions que sur l'histoire politique de l'Argentine, vient du fait que le péronisme est un courant politique qui aujourd'hui est encore identifié comme tourné vers le *mieux vivre*. Lorsque cette association favorable disparaîtra au profit de la critique du régime de Peron, une véritable étape sera franchie dans le champ politique, dans les années 1990, qui débouche sur la révolte citoyenne de 2001 et son leitmotif *Que se vayan todos !*¹

Ainsi, l'histoire et l'analyse de la vie politique en Argentine pourraient aussi s'écrire à rebrousse-poil : non pas comme la succession de régimes autoritaires après de courtes périodes de gouvernance plus ou moins démocratique, et toujours supervisées par les militaires, mais comme celle d'une société aspirant à plus de démocratie et d'égalité et en quête des expressions politiques qui lui permettraient d'accéder au *mieux vivre*. La société est ainsi constamment entravée par l'Armée qui s'arroge le statut d'unique et de légitime garante de *l'ordre social*, dans l'acceptation la plus régressive qui soit de ce terme. En conséquence de quoi l'Armée est l'acteur qui définit les limites des aspirations et de l'émancipation sociales. L'Armée est le bord auquel s'arrête la politique en Argentine. Néanmoins, et en dépit de tous ses efforts, elle ne parvient pas à entraver ou à détruire

¹ Voir aussi Lucia Sagradini, *A Sud America, Variations* n. 9-10, Parangon, Lyon, 2008.

les résistances qui traversent la société. Elle lutte tout à la fois contre la démocratie et contre le communisme, qui apparaissent comme les deux courants politiques qui empêchent la monopolisation du pouvoir par une classe dirigeante aspirant à régner sans partage sur la société. Dès les années trente, avec l'accès au pouvoir du parti radical¹, la démocratie connaît son premier coup d'arrêt dû à l'intervention des forces armées soutenues par l'oligarchie².

Néanmoins, la difficulté que l'armée rencontre pour conserver une légitimité comme acteur politique fait que, tout au long du XXe siècle, elle tolère des formes politiques *apparemment* démocratiques, et va parfois se contenter de désigner un détenteur du pouvoir civil, (Ortiz en 1937 ou Frondizi en 1958). L'armée peut aussi accepter des gouvernements qui s'appuient sur elle, comme le régime de Peron, mais à qui elle peut à tout moment reprendre le pouvoir si l'orientation politique lui apparaît trop dangereuse ou non-conforme avec ses propres objectifs. Enfin, dans certains cas, elle peut être neutralisée (comme la *concordancia* de *Justo*). Mais, le plus souvent elle finit par renverser les formes politiques qui ne garantissent pas la satisfaction de ses objectifs qui convergent avec ceux de l'oligarchie³.

En même temps, les militaires tout au long du siècle ne parviendront pas à se maintenir durablement, car les aspirations et le désir de dépassement des classes populaires et moyennes ne seront jamais ni maîtrisés ni arrêtés. Les coups d'Etat, qui se sont succédés, et le terrorisme sanglant de la Junte militaire de 1976 à 1983, n'aboutissent qu'à entraver la société argentine sans parvenir à éradiquer définitivement ses attentes démocratiques et égalitaires. D'autant que entre 1976 et 1983, ce sont quatre présidents qui vont se succéder : ce constat souligne l'impossibilité de se stabiliser à

¹ Le désir de participer à la vie politique, jusqu'alors contrôlée par une oligarchie prospère, fait que les classes moyennes issues de l'immigration créent un parti : le parti de l'union radicale qui va accéder au pouvoir. C'est devant cette disparition du monopole du pouvoir que l'oligarchie va faire appel à l'armée et déclencher le premier d'une série de coups d'états à partir de 1930.

² L'oligarchie est, elle-même, divisée et connaît des clivages relatifs à ses intérêts : entre une oligarchie, issue des grands propriétaires terriens, qui est épaulée par des investisseurs étrangers (souvent les USA), et celle qui est née d'une industrialisation nationale plus récente et qui peut se trouver en conflit avec la première (anti-américaine et donc anti-impérialiste). Il existe ainsi des divisions et des luttes pour la détention du pouvoir politique.

³ Voir à ce propos Alain Rouquié, *Pouvoir militaire et société politique en République argentine*, Presses de la FNSP, 1978, p. 386, p. 655, où l'auteur précise les différents types de gouvernements civils et leur mode de coexistence avec l'armée.

la tête du pouvoir et ce, malgré le recours au terrorisme d'Etat.

En guise de conclusion

La haine ici est comprise comme la haine de quelque chose. L'expérience argentine peut ainsi être perçue dans un renversement des figures traditionnelles historiques. Là, où, souvent l'historien, le spécialiste voit dans l'histoire argentine le signe d'archaïsmes, d'une immaturité politique, je propose de relire les faits et de les comprendre à partir d'une perspective radicalement différente : la potentialité démocratique à l'œuvre qui refuse constamment de s'éclipser au profit d'une société soumise au pouvoir du fort et du raisonnable. La haine, c'est alors l'expression en creux de l'intensité vitale contre laquelle elle se joue. De ce qu'elle ne parvient pas à détruire et qui résiste à tout moment : du port de la barbe au cri. Mais que rien ni personne ne parviendra à éradiquer du cœur des êtres. *Liberté.*

Lucia Sagradini